

DES FAITS DIVERS AUX FAITS DE SOCIÉTÉ, LE TRAITEMENT MÉDIATIQUE DES FÉMINICIDES. ANALYSE DES FÉMINICIDES DANS LA RUBRIQUE DES FAITS DIVERS DE LA PRESSE QUOTIDIENNE BELGE FRANCOPHONE.

Adeline THOLLOT

Haute Ecole Galilée - IHECS Journalism & Communication

Les faits divers défraient la chronique et fascinent leur audience depuis des siècles. Aujourd'hui encore, ils font vendre du papier et constituent un lectorat non négligeable, en particulier pour la presse, à l'avenir économique incertain. Si en 1970, Georges Auclair s'était vu confier par le rédacteur en chef d'un grand hebdomadaire à sensation « Nous n'exploitons un fait divers que s'il offre la possibilité de fabriquer un bon titre », qu'en est-il aujourd'hui du choix des mots dans la rubrique des faits divers ? De plus en plus de collectifs féministes pointent du doigt les tournures de phrases alambiquées qui fleurissent régulièrement dans la presse. La journaliste française Sophie Gourion, les épinglent d'ailleurs régulièrement sur son blog Tumblr : « Les mots tuent ». Nous pouvons citer quelques exemples de ce genre d'articles dans la *Voix du Nord* : « Cambrai : l'histoire d'amour finit mal, il écope d'une peine ferme », dans *LaDépêche.fr* : « Océane a été sévèrement « boxée » par son compagnon, boxeur médaillé », ou encore sur le site internet de *20minutes* « Sarthe : Il frappe sa femme car il n'aime pas la soupe lors du dîner ». Parfois, à la suite de ces interpellations sur les réseaux sociaux, les médias modifient leurs articles, voire même s'excusent du choix inapproprié des mots.

En ayant recours à toute sorte de jeux de mots douteux, ces choix éditoriaux minimisent les violences faites aux femmes. Consciemment ou inconsciemment, les mots employés s'apparentent à du *victim blaming*. Cette expression, venue des États-Unis et théorisée par William Ryan en 1971, est utilisée au départ comme une idéologie reprise pour blâmer les afro-américains, victimes de racisme et de discriminations. Au même moment, des groupes féministes ont commencé à utiliser le terme comme slogan, pour défendre les femmes violées. Alyson Cole utilise le terme « verbicide », pour décrire la violence exercée par l'emploi de certains mots : « En rapprochant les mythes relatifs au viol de l'idéologie du blâme de la victime, les féministes ont pu décrire précisément de quelle façon la gravité du crime, de même que la culpabilité du délinquant, tendent à être amoindries. Non seulement la victime est perçue comme méritant d'être blâmée, mais elle est considérée *in fine* comme responsable des actes de ses agresseurs. ». (Medea, Thompson 1974, citées par Alyson Cole, 2015)¹. Dans la presse francophone en Europe, des collectifs féministes dénoncent la manière dont sont médiatisées les violences faites aux femmes, regrettant que ces dernières soient présentées comme des faits divers et non pas comme des faits de société. Dans une tribune publiée dans le journal *Libération* en 2014², le collectif Prenons la Une, composé de femmes journalistes, accuse les médias de participer à la diffusion de stéréotypes sexistes. Dans le cas des féminicides en particulier, parler de « crime passionnel » ou de « crime d'amour », est une manière de romantiser un meurtre et donc de l'euphémiser. Les journalistes estiment parfois important de rappeler que le présumé coupable était « un homme bien », « un collègue serviable » ou encore « un gentil voisin ». De plus en plus de féministes, pas seulement au sein des rédactions, alertent sur ces traitements médiatiques problématiques et ce qu'ils

produisent en termes de représentations collectives. Le groupe *collages féministes bruxelles* s'empare de l'espace public pour coller des messages sur les murs et dénoncer ainsi les injustices de notre société patriarcale, que Christine Delphy définit comme « le système de subordination des femmes aux hommes dans les sociétés industrielles contemporaines » (2009, p.7). Dernièrement, le collectif bruxellois visait explicitement dans un collage, le travail qui est fait par les journalistes sur le traitement des féminicides : « Journalistes : ne dites pas crime passionnel mais féminicide ! ».

Ce n'est pas seulement la presse dite « à sensation » qui est pointée du doigt, mais c'est toute la profession qui est ici visée. En tant que journaliste, il semble primordial de continuer à s'interroger sur les conséquences des productions médiatiques sur les mentalités collectives. Les faits divers, par essence, relatent des phénomènes de toutes sortes, à portée émotionnelle, qui peuvent raisonner de différentes manières chez chacun.e d'entre nous. Comme le disait Léonore Le Caisne, anthropologue et directrice de recherche au CNRS, au micro de *France Culture* : « Le fait divers est une manière de traiter un fait social par la presse. Derrière tout fait divers, il y a un fait social. »³. Il est alors particulièrement intéressant de se pencher sur la couverture des violences faites aux femmes, dans cette rubrique en particulier.

Afin de préciser notre recherche, nous avons décidé de nous consacrer aux féminicides. Il apparaît important de se pencher sur l'usage qui est fait par la presse de ce terme, entré dans le langage courant seulement récemment, et encore peu utilisé dans la presse généraliste. La question à laquelle nous tenterons de répondre est la suivante : « Quel est le traitement médiatique réservé aux féminicides dans la rubrique des faits divers en presse quotidienne belge francophone ? ».

Ce mémoire se construit autour de deux types d'analyse différents : une première, quantitative, dans laquelle on s'intéresse au moment de l'apparition du terme féminicide dans les journaux et de la rubrique choisie pour en parler. Ensuite, nous avons réalisé une analyse qualitative, dans laquelle la construction de ces articles de faits divers est décortiquée. Quels processus narratifs utilisent-ils ? Quels sont leurs systèmes de références ?

Dans la partie quantitative, nous avons constaté que le terme féminicide était utilisé très tardivement dans la presse francophone belge. Il apparaît pour la première fois, en 2008, dans un contexte international. Les premières années, le terme est beaucoup utilisé pour parler de violences subies par les femmes dans d'autres pays, souvent en contexte de guerre. C'est durant l'année 2019 que le mot féminicide est le plus cité dans la presse écrite. Pourtant, contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, ce n'est pas dans son sens premier qu'il est employé. On le retrouve dans la rubrique « Société », où les journalistes questionnent la pertinence d'avoir recours à un terme spécifique pour qualifier un meurtre en raison du genre. Beaucoup d'articles employant ce terme ont d'ailleurs été publiés au moment du débat autour de son entrée dans le code pénal. Dans la rubrique des faits divers, le mot apparaît lui, en 2017 et vient se substituer en partie, aux autres termes comme crime passionnel, drame conjugal ou crime d'amour.

Une des questions qui accompagne ce travail de recherche, est de savoir si cette rubrique spécifique des faits divers, au-delà des titres accrocheurs, du faible nombre de signes, de l'illustration choisie est capable de traiter des violences faites aux femmes sans les minimiser, les romantiser ou encore les tourner en dérision ? C'est ce à quoi nous essayons de répondre dans l'analyse qualitative. Cette deuxième partie met en parallèle des articles de faits divers publiés en 2020. Certains ayant recours au terme « féminicide » et d'autres à l'expression

« crime passionnel ». Au-delà de la qualification des faits, nous nous sommes rendu·e·s compte qu'un traitement sexiste persistait dans les médias. Lorsque les journalistes utilisent le terme adéquat, et non pas celui de crime passionnel ou de à relater les faits comme des violences systémiques. Mais utiliser le mot féminicide ne fait pas tout et ce n'est pas parce que le terme est utilisé dans un article de presse, que son contenu n'en est pas moins discriminant.

Dans les articles étudiés, la figure de la victime est souvent invisibilisée. On retrouve très peu d'informations au sujet des femmes dont il est question. Le peu de termes utilisés pour les décrire, quant à eux, les ramènent souvent à leur fonction de mère, ou aux liens qu'elles entretenaient avec leurs meurtriers : ex-femme, petite amie,... Quant aux coupables, souvent un conjoint ou un ex-conjoint, les médias en adoucissent souvent la figure. Il le présente comme « un père aimant, un mari attentionné, ou encore un gentil voisin ».

En Belgique francophone, les médias analysés ne replacent que trop rarement les féminicides dans un continuum de violences où le meurtre est la dernière étape d'un processus de contrôle. Il ne s'agit bien souvent pas seulement de disputes ou de conflits, mais bien de rapports de pouvoir et de domination. Les violences, qu'elles soient psychologiques, économiques ou physiques, ont commencé en amont. La plupart des féminicides sont les conséquences d'un schéma de violences sexistes et non pas d'une impulsion ou d'un excès de colère unique, comme les faits divers tendent à nous le faire croire. Ils surviennent souvent, lorsque les auteurs voient leur conjointe partir ou qu'elles s'apprêtent à le faire. Refuser le terme de crime passionnel c'est en finir avec cette idée dramatique, d'un amour passion, encore très présent dans les imaginaires collectifs. Tuer une femme qui souhaite rompre, ce n'est pas une preuve d'amour, mais un crime de possession, d'appropriation.

Comme l'explique Josiane Coruzzi, directrice d'une association spécialisée dans les violences faites aux femmes : « On véhicule souvent l'idée romantique selon laquelle l'homme tue son ex-compagne parce qu'il ne peut pas vivre sans elle. Mais en toute logique, si c'était le cas, l'homme se suiciderait. Or, dans les faits, c'est l'inverse qui se produit. L'idée n'est donc pas, « je ne peux pas vivre sans toi, mais bien, tu ne peux pas exister sans moi ». Enfin, parler de drame, de tragédie, avoir recours à un vocabulaire théâtral propre aux faits divers, euphémise les actes perpétrés. Au-delà de la sphère médiatique, ces représentations constituent la construction d'une histoire qui peut se révéler déterminante dans un tribunal pour demander l'indulgence du jury.

Dans les faits, bon nombre de ces féminicides auraient pu être évités. Dans les articles analysés, plusieurs mentionnent des antécédents judiciaires. Si les journalistes jugent important le fait de les mentionner dans leurs articles, comment expliquer le passage sous silence de la responsabilité des institutions judiciaires, en amont du crime ? Les journalistes, mais les fait-diversier·es en particulier, entretiennent des relations proches avec la justice et la police, puisqu'elles constituent une de leurs sources primaires d'informations. Pourtant, il en va de l'intérêt général qu'i·elles se questionnent sur le type de rapports, trop souvent complaisants, entretenus avec les acteur·ices judiciaires.

En effet, la presse et le journalisme participent à la création des représentations collectives. Aujourd'hui, les médias parlent de plus en plus des violences faites aux femmes, mais dans le cadre des féminicides, leur traitement est contre-productif. Ils ont pourtant une mission d'intérêt général d'œuvrer à la construction d'une société plus démocratique. Car lutter contre les violences faites aux femmes, c'est participer à l'avancement d'une société plus égalitaire

en termes de genre. Et cela passe impérativement par la dénonciation des traitements médiatiques lorsqu'ils sont sexistes. Car nommer les féminicides, c'est les reconnaître.

(1) P.144 Alyson Cole

(2) https://www.liberation.fr/ecrans/2014/03/02/femmes-a-la-une_983970/

(3) <https://www.franceculture.fr/emissions/du-grain-moudre/faits-divers-faut-il-sauver-les-chiens-ecrases>